



MINISTÈRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N°...../CAB.MIN/MINES/01/2020
DU 10 AOÛT 2020 RAPPORTANT L'ARRETE MINISTERIEL
N° 00079/CAB.MIN/MINES/01/2020 DU 27 MARS 2020 PORTANT
DECHEANCE DU DROIT MINIER OCTROYE A LA SOCIETE BRITCON
COMPANY SARL

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n°11/002 du 11 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République Démocratique du Congo, spécialement ses articles 93, 202 point 36 litera f, 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/ 2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 9 mars 2018, spécialement ses articles 10 point b, 286, 287 et 289 ;

Vu l'Ordonnance n° 19/056 du 20 mai 2019 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu l'Ordonnance n° 19/077 du 26 août 2019 portant nomination des Vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres Délégués et des Vice-Ministres ;

Vu l'Ordonnance n° 20/016 du 27 Mars 2020 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement, ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 20/017 du 27 Mars 2020 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} A et B point 22 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018, spécialement ses articles 561 alinéa 1^{er}, litera a et 562 ;



Revu l'Arrêté Ministériel n° 00079/CAB.MIN/MINES/01/2020 du 27 Mars 2020 portant déchéance de la **Société BRITCON Company Sarl** de ses droits miniers sur le **Permis de Recherches n° 14095** ;

Considérant le recours par lettre sans numéro du 03 Avril 2020 introduit par la requérante ;

Considérant fondé le recours formulé dans le délai légal ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier ;

ARRETE :

Article 1^{er} :

L'Arrêté Ministériel n° 00079/CAB.MIN/MINES/01/2020 du 27 Mars 2020 portant déchéance de la **Société BRITCON Company Sarl** de ses droits miniers sur le **Permis de Recherches n° 14095** est rapporté et ne peut produire d'effets.

Article 2 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 10 AOUT 2020

Prof Willy KITOBO SAMSONI

Ampliations :

- Cabinet du Président de la République : 1
- Cabinet du Ministre des Mines : 2
- Secrétariat Général des Mines : 1
- Cadastre Minier : 1
- GTCPM : 1
- SAEMAPE : 1
- Site BRITCON Company Sarl : 1